



# *LES WEBINAIRES*



## ENTREPRENEURS, QUOI DE NEUF POUR VOUS EN 2023 ?

**RDV LE 26 JANVIER 2023 À 11H**



**AUDREY WAUTHIER  
BPIFRANCE**



**MARINE SAUDREAU  
BPIFRANCE**



# Intervenantes

**Audrey Wauthier**  
Juriste Bpifrance Création

**Marine Saudreau**  
Juriste Bpifrance Création

# Sommaire

## 1. Les mesures fiscales

Loi de finances du 30 décembre 2022

## 2. Les mesures sociales

Loi de financement de la sécurité sociale du 23 décembre 2022



# Les mesures fiscales

# Principales mesures fiscales en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2023

- **Revalorisation de différents seuils**
  - ✓ Barème de l'IR
  - ✓ Bénéfices professionnels
  - ✓ Franchise en base de TVA
  - ✓ Fraction du bénéfice imposable au taux réduit de l'IS
- **Cession d'une EI ou EIRL à l'IS**
- **Réactivation du crédit d'impôt pour rénovation énergétique**
- **Crédit d'impôt formation des dirigeants**
  - ✓ Prolongation du dispositif
  - ✓ Instauration d'un reste à charge du CPF
- **Mesures d'aides pour faire face à la hausse des prix de l'énergie**
  - ✓ Prolongation du PGE Résilience
  - ✓ Prolongation du bouclier tarifaire
  - ✓ Mise en place d'un amortisseur d'électricité
- **Mesures fiscales diverses**



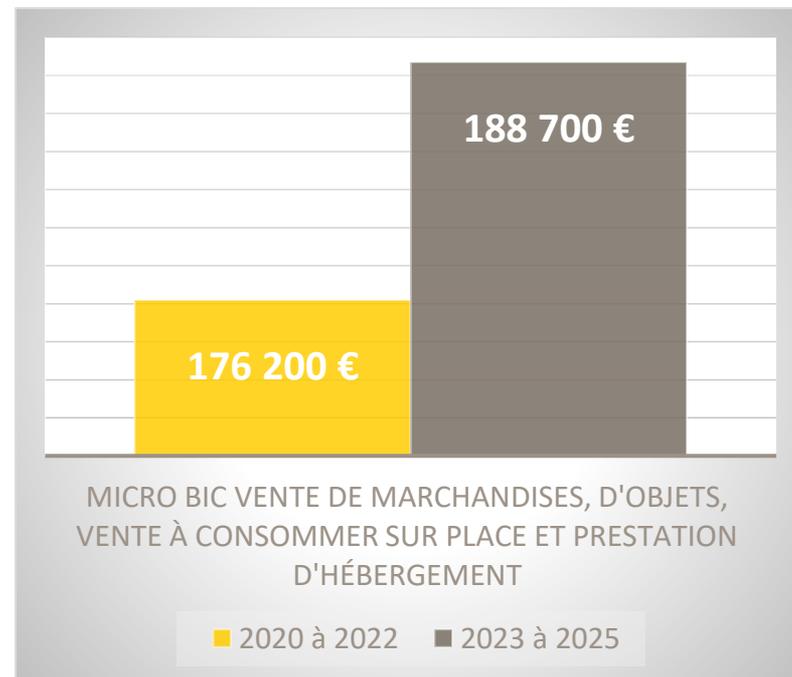
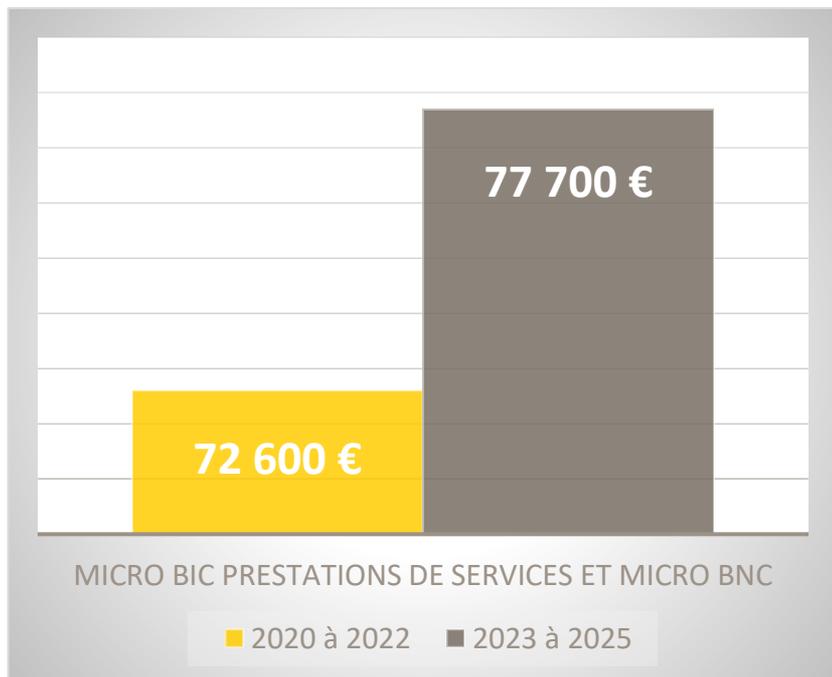
# Revalorisation de différents seuils

# Barème de l'IR

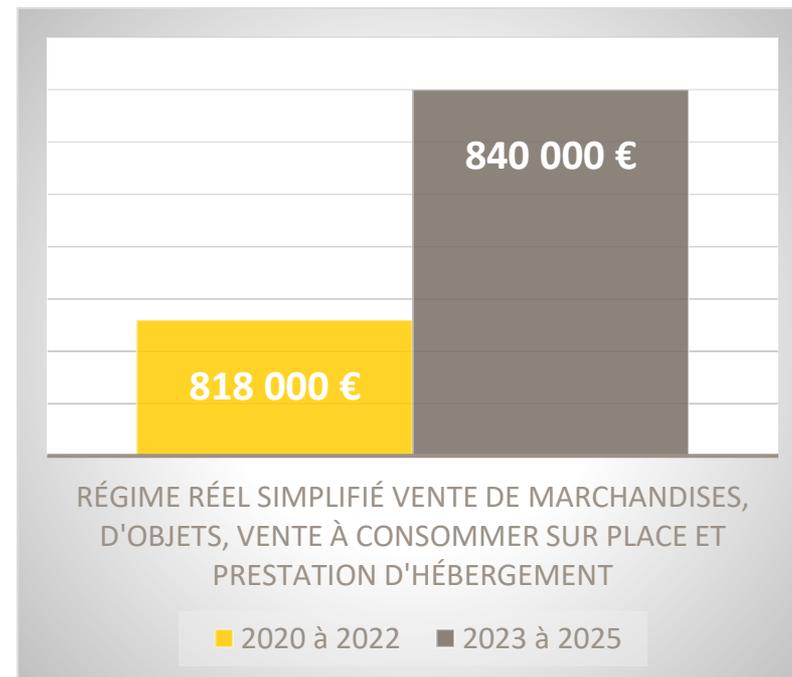
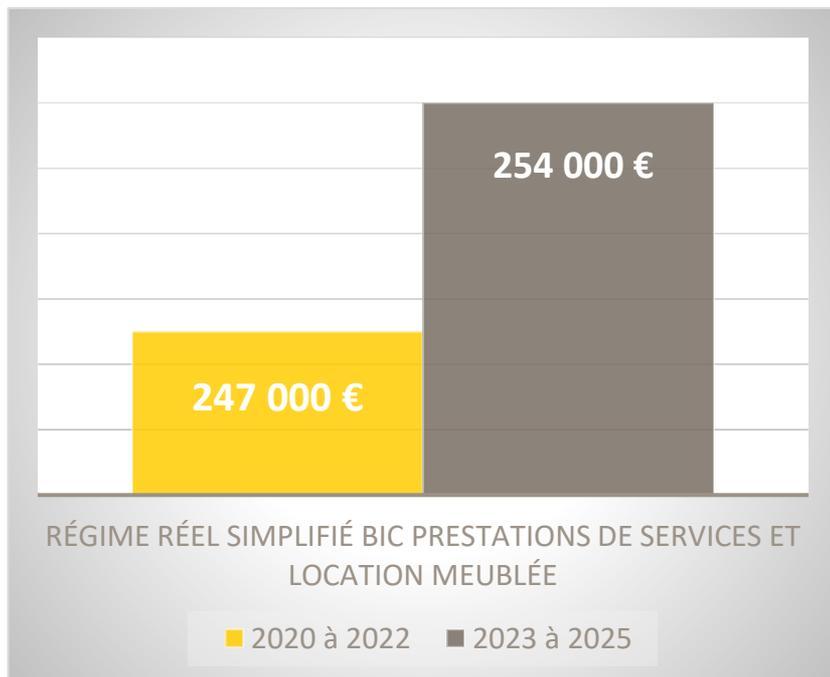


Revenus	Taux
Jusqu'à 10 770 €	0 %
De 10 777 à 27 478 €	11 %
De 27 478 à 78 570 €	30 %
De 78 570 à 168 994 €	41 %
A partir de 168 994 €	45 %

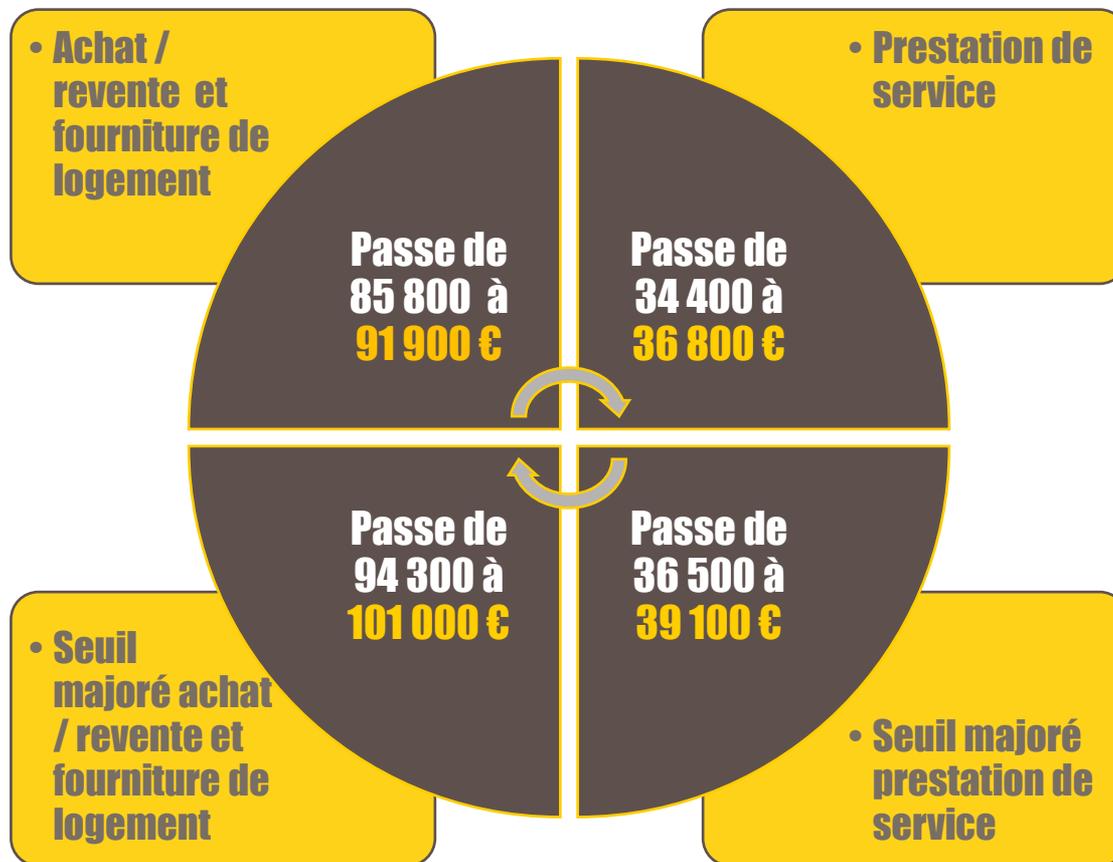
# Seuil de CA des bénéficiaires professionnels : micro-entreprise



# Seuil de CA des bénéficiaires professionnels : régime réel



# Franchise en base de TVA et seuil majoré

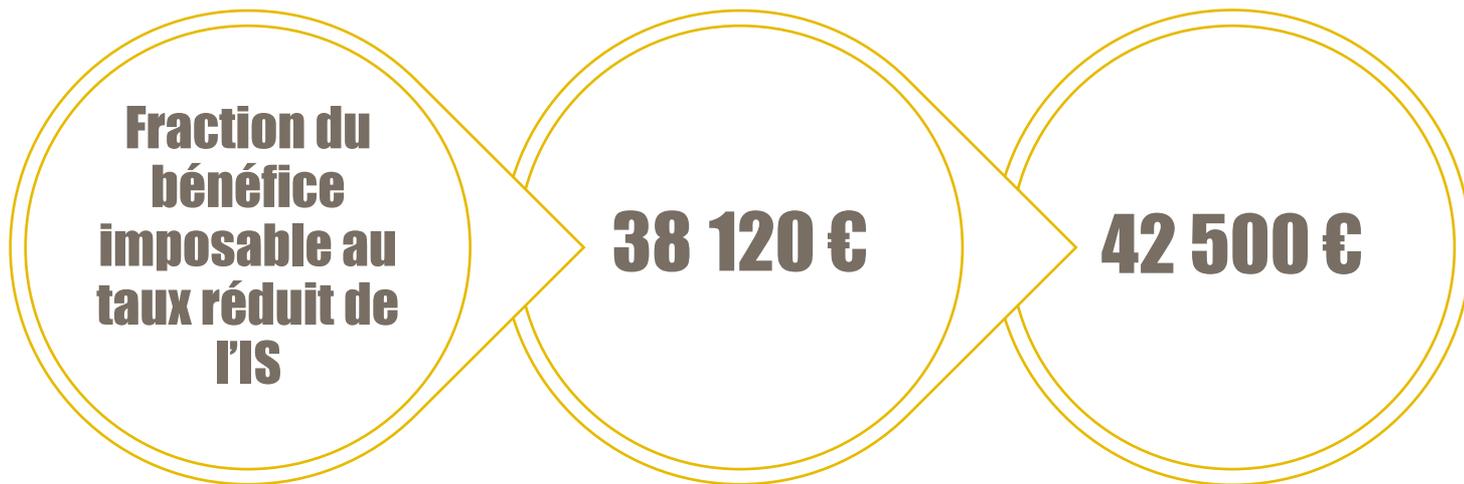


# Fraction du bénéfice imposable au taux réduit de l'IS



**Taux réduit de l'IS : 15 %**

**Taux normal de l'IS : 25 %**



**Les conditions pour bénéficier du taux réduit sont inchangées**



# Cession d'une EI ou EIRL à l'IS

# Nouveauté concernant les EI et EIRL à l'IS



- Les cessions d'entreprises individuelles et d'EIRL à l'IS sont assimilées, **au regard des droits d'enregistrement**, à une cession de parts sociales.
- Les droits d'enregistrement sont calculés comme suit :

**Fraction du prix de cession < 23 000 € = 0 %**

**Au-delà de 23 000 € = 3 %**

**= Suppression de la partie supérieure à 200 000 € soumise au taux de 5 %**



# **Réactivation du crédit d'impôt énergétique**



# Crédit d'impôt rénovation énergétique

## Entreprises éligibles au crédit d'impôt :

- PME (y compris les TPE)
- soumises à l'IS ou à l'IR
- quelle que soit l'activité

- pour des dépenses en faveur de la rénovation énergétique
- engagées entre le **1<sup>er</sup> janvier 2023 et le 31 décembre 2024**
- **30 %** du montant des dépenses engagées



# **Crédit d'impôt formation des dirigeants**



# Prolongation du dispositif

**RAPPEL**

**Entreprises éligibles au crédit d'impôt :**

**Soumises à un régime réel d'imposition (IR ou IS)**

Nombre d'heures de formation x taux horaire du Smic	Depuis 2022 : crédit d'impôt doublé pour les micro-entreprises	Dépenses de formation engagées jusqu'au 31 décembre 2022
---	--	--



**Nouveauté**

**Concerne les dépenses de formation engagées jusqu'au**  
**31 décembre 2024**



# Instauration d'un reste à charge sur le CPF

## Exception à la participation

- les demandeurs d'emploi
- les salariés bénéficiant d'un abondement de leur employeur pour financer une formation

**Participation financière**

**Proportionnelle au coût de la formation plafonnée**

ou

**Forfaitaire**



# Mesures d'aides pour faire face à la hausse des prix de l'énergie



## -Objectif du PGE Résilience

- Soutenir les entreprises ayant un besoin de trésorerie en raison du conflit en Ukraine

## Entreprises bénéficiaires

- Toutes les entreprises impactées, quels que soient la forme juridique, la taille ou le secteur d'activité

## Montant du prêt

- Le PGE Résilience permet de couvrir jusqu'à 15 % du CA annuel moyen au cours des 3 dernières années. Cumulable avec le ou les PGE obtenus et dont le plafond d'emprunt représente 25 % du CA. Soit jusqu'à 40 % de leur chiffre d'affaires

## Démarches d'obtention

- Obtenir un pré-accord de la banque
- Se rendre sur la plateforme de Bpifrance pour obtenir l'attestation
- Jusqu'au **31 décembre 2023**



## Qu'est ce que le bouclier tarifaire ?

- Mesure qui vise à protéger les TPE **contre les augmentations successives des tarifs de l'électricité et du gaz**

## Entreprises bénéficiaires

- TPE de **moins de 10 salariés**, réalisant un **CA inférieur à 2 M€** et ayant un compteur électrique d'une puissance **inférieure à 36 Kva**.

## Montant du bouclier

- Hausse des prix limitée à **15 % en janvier 2023** pour le gaz et à **15 % en février 2023** pour l'électricité.

## Démarches d'obtention

- Envoyer au fournisseur d'énergie une attestation d'éligibilité **avant le 31 mars 2023**, pour les contrats souscrits avant le 28 février 2023,
- pour les contrats souscrits **après le 28 février 2023**, l'attestation doit être retournée dans le mois qui suit la date de prise d'effet du contrat.

# Mise en place d'un amortisseur d'électricité



## Qu'est ce que l'amortisseur d'électricité ?

- Protège les entreprises ayant signé les contrats les plus élevés, avec un plafond d'aide unitaire renforcé.

## Entreprises bénéficiaires

- **Toutes les PME** (moins de 250 salariés, 50 M€ de chiffre d'affaires et 43 M€ de bilan) et **toutes les TPE qui ne sont pas protégées par le bouclier tarifaire.**

## Montant de l'amortisseur

- L'amortisseur d'électricité permet de ramener, **sur la moitié des volumes d'électricité consommée**, le prix annuel moyen de l'électricité à **180 €/MWh.**

## Démarches d'obtention

- Envoyer au fournisseur d'énergie une attestation d'éligibilité **avant le 31 mars 2023**, pour les contrats souscrits avant le 28 février 2023,
- pour les contrats souscrits **après le 28 février 2023**, l'attestation doit être retournée dans le mois qui suit la date de prise d'effet du contrat.



# Mesures fiscales diverses



**Suppression  
progressive de la CVAE**

**Réaménagement du  
critère d'âge des JEI**

**Prolongation du taux  
majoré de la réduction  
d'impôt pour  
investissement au  
capital des PME**



# Les mesures sociales

# Principales mesures sociales

- **Mesures relatives aux travailleurs indépendants**
  - ✓ Calcul des indemnités journalières
  - ✓ Calcul des prestations en espèces pour les micro-entrepreneurs
- **Mesures relatives aux employeurs**
  - ✓ Déclaration sociale nominative
  - ✓ Déduction forfaitaire des cotisations patronales sur les heures supplémentaires pour les entreprises de 20 à 250 salariés
- **Mesure relative aux entreprises**
  - ✓ Forfait social sur les abondements au plan d'épargne entreprise

# Principales mesures sociales

- **Mesures relatives à la lutte contre la fraude sociale**
  - ✓ **Contrôles Urssaf**
  - ✓ **Lutte contre le travail illégal**
  - ✓ **Utilisation d'informations et documents obtenus lors du contrôle d'une autre société de groupe**
  - ✓ **Droit de communication**
  - ✓ **Possibilité de mener des cyber-enquêtes**
  - ✓ **Zoom sur les sanctions en cas de fraude**



# Mesures à l'intention des travailleurs indépendants

# Calcul des indemnités journalières



## Reconduction en 2023 de la mesure de neutralisation des revenus instaurée en 2021

**RAPPEL**

### Comment calculer des indemnités journalières ?

#### Principe :

Prise en compte des 3 dernières années civiles.

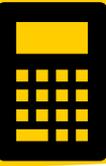
#### Dérogation si calcul plus favorable :

Neutralisation de l'année 2020 en ce qui concerne les arrêts de travail entre le 1<sup>er</sup> janvier et 31 décembre 2023.

#### En pratique :

Le décret n° 2022-1659 du 26 décembre 2022 rend effective cette neutralisation.

# Calcul des prestations en espèces pour les micro-entrepreneurs



## Reconduction dérogatoire des mesures spécifiques de calcul des prestations en espèces étendue aux CA et recettes de l'année 2022

### Comment calculer les prestations en espèces versées aux micro-entrepreneurs ?

**RAPPEL**

#### Principe :

CA ou recettes réalisées – taux d'abattement (selon nature de l'activité)

#### Dérogation :

Calcul à partir du CA ou des recettes brutes des années 2020, 2021 et 2022.

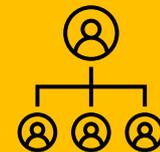
#### Intérêt :

La réduction des cotisations sociales n'impacte en rien les droits aux prestations.



# Mesures à l'intention des employeurs

# Déclaration sociale nominative (DSN)



**Destinataires de l'envoi :**  
**Urssaf ou MSA + Administration fiscale**



**Documents concernés :**

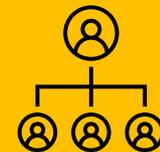
- 1. L'ensemble des revenus de remplacement imposables ou soumis à cotisations ou contributions sociales ;**
- 2. Les prestations sociales versées à leurs salariés et assimilés.**



**Mise en œuvre :**  
**Le 1<sup>er</sup> janvier 2024.**



# Déclaration sociale nominative (DSN)



**Contrôles spécifiques :**  
**Obligation d'informer les employeurs concernant les vérifications.**



**Quid en cas d'anomalie :**  
**Système de centralisation des corrections entre les différents organismes ou administrations, destinataires des données.**

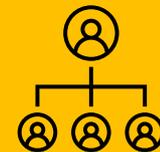


**Mise en œuvre :**  
**Le 1er janvier 2024.**  
**Un prochain décret d'application concernera :**

- 1. la transmission des résultats au déclarant ;**
- 2. les modalités d'application de la procédure d'échange contradictoire préalable à la correction des déclarations par les organismes.**



# Déduction forfaitaire des cotisations patronales sur les heures supplémentaires pour les entreprises de 20 à 250 salariés



## Principe :

La monétisation des RTT ouvre droit à une déduction forfaitaire des cotisations patronales.



## Objet :

L'imputation de la déduction concerne les cotisations dues au titre de l'ensemble de la rémunération versée au salarié.



## Mise en oeuvre :

L'extension concerne les journées de RTT acquises entre le 1er Janvier 2022 et le 31 décembre 2025 et monétisées à partir de l'entrée en vigueur de la LFSS 2023.





# Mesure relative aux entreprises

# Forfait social sur les abondements au plan d'épargne d'entreprise



## Principe :

**Prolongation de l'exonération de forfait social de 10 % concernant les abondements complémentaires aux versements volontaires des salariés pour acquisition de titres de l'entreprise.**



## Objectif :

**Constitution d'une épargne pour le salarié à l'initiative de l'entreprise employeur.**



## Mise en oeuvre :

**Du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 décembre 2023.**



**RAPPEL**



# **Mesures relatives à la lutte contre la fraude sociale**

# Contrôles Urssaf



**Durée maximale des contrôles Urssaf :**  
**< à 3 mois.**



**Personnes concernées :**  
**Entreprises de moins de 20 salariés et travailleurs indépendants.**



**Exception :**  
**Une seule prorogation possible à la demande soit :**  
**- de l'employeur recouvré**  
**- de l'organisme de recouvrement.**



**Mise en œuvre :**  
**1<sup>er</sup> Janvier 2023.**



# Lutte contre le travail illégal



## Intérêt :

**Modulation des sanctions concernant la solidarité financière entre donneur d'ordre et sous-traitant.**



## Exemple :

**Réduction de 10 points du taux des majorations en cas de redressement si :**  
**Règlement dans les 30 jours à compter de la notification de la mise en demeure**  
**OU**  
**Présentation d'un plan d'échelonnement des paiements (dans le même délai).**



## Mise en œuvre :

**1<sup>er</sup> Janvier 2023.**



# Utilisation d'informations et de documents obtenus lors du contrôle d'une autre société du groupe



Droit d'utiliser l'ensemble des informations obtenues



Devoir d'information vis-à-vis de l'entreprise contrôlée

Mise en oeuvre :  
1<sup>er</sup> Janvier 2023.

**Principe de réciprocité assorti d'un devoir de délivrance d'une copie des documents si l'entreprise contrôlée en fait la demande.**



# Possibilité de mener des cyber-enquêtes



**Personnes concernées** Certains agents de contrôle de l'Urssaf, de l'inspection du travail et de Pôle emploi.



**Nouvelles attributions sous pseudonymes :**

- 1. Participation à des échanges électroniques**
- 2. Extraction ou conservation des éléments de preuve et des données concernant les auteurs présumés des infractions.**



**Entrée en vigueur :**  
**1<sup>er</sup> janvier 2023.**



# Zoom sur les sanctions en cas de fraude



**Extension des pouvoirs de sanction de la caisse d'assurance retraite :**

- > Avertissement
- > Pénalité



**Modulation de la pénalité :**

-> Proportionnelle aux sommes concernées

(70 %)

OU

-> Forfaitaire :

< 4 fois le PMSS (plafond mensuel de la Sécurité sociale) si les sommes ne sont pas clairement identifiables.



**Entrée en vigueur :  
1<sup>er</sup> janvier 2023**





# Questions - Réponses



# Conclusion

Retrouvez le **replay** ainsi que le **support de présentation**  
de ce webinar sur

**[bpifrance-creation.fr/webinaires](https://bpifrance-creation.fr/webinaires)**



## **Liens utiles :**

**1. Synthèse des principales mesures de la loi de finances pour 2023**

**2. Synthèse des principales mesures de la LFSS 2023**



**Pour en savoir plus, rendez-vous sur :**

**[bpifrance-creation.fr](https://bpifrance-creation.fr)**